

Exigeons un cessez-le-feu immédiat à Gaza !

Nous voici à nouveau rassemblés pour crier notre colère face aux 11 000 morts dont plus de 4 000 enfants recensés à Gaza, sans compter les disparus sous les décombres et les blessés graves, impossibles à soigner dans des hôpitaux bombardés, souvent privés d'eau ou sans électricité.

Nous sommes rassemblés pour crier notre colère face aux atrocités commises en Cisjordanie par les colons et l'armée d'occupation et contre la répression terrible qui s'abat sur les Palestiniens d'Israël.

Cette guerre de Gaza est en fait une guerre contre le peuple palestinien dans son entier avec la volonté exprimée par Israël d'en finir : raser Gaza, expulser les 2,2 millions de Palestiniens, annexer la Cisjordanie et soumettre les habitants qui y resteraient.

Cela porte plusieurs noms : punition collective, nettoyage ethnique, crime contre l'humanité et génocide !

Punition collective :

Interdite par le droit humanitaire et les Conventions de Genève, mais assumée par les dirigeants israéliens. Un blocus illégal frappe depuis plus de 16 ans toute la population de Gaza qui est en insécurité à tous les niveaux.

Nettoyage ethnique :

Le ministère israélien du Renseignement dans un document officiel révélé récemment recommande le transfert forcé et permanent des 2,2 millions de résidents palestiniens de la bande de Gaza vers la péninsule égyptienne du Sinaï.

Crime contre l'humanité :

C'est le procureur de la Cour Pénale internationale, Karim Khan qui l'affirme lui-même en termes prudents dans une conférence de presse à Rafah fin octobre : *« le fait d'empêcher l'accès à l'aide humanitaire pourrait constituer un crime. »*

Michel Warschawski, figure de la gauche israélienne est de son côté formel : *« Nous avons dépassé les crimes de guerre, nous sommes face à un crime contre l'humanité à Gaza. La Cour pénale internationale doit s'en saisir. »*

Oui Israël devra répondre de ses crimes.

Génocide :

Craig Mokhiber, directeur au bureau du Haut Commissaire aux droits humains de l'ONU va plus loin :

« Il s'agit d'un cas typique de génocide. Le projet colonial européen (...) de colonisation en Palestine est entré dans sa phase finale, vers la destruction accélérée des derniers vestiges de la vie palestinienne indigène en Palestine. Qui plus est, les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et d'une grande partie de l'Europe sont totalement complices de cet horrible assaut. Non seulement ces gouvernements refusent de remplir leurs obligations conventionnelles « d'assurer le respect » des conventions de Genève, mais ils arment en fait activement l'assaut, fournissent un soutien économique et des renseignements, et couvrent politiquement et diplomatiquement les atrocités commises par Israël. »

Et que font la France et l'Europe face à ce carnage ?

Elles continuent de marteler avant tout qu'Israël a le droit de se défendre et en appellent aux solutions humanitaires.

Cette réponse est indigne et finalement complice en ce qu'elle encourage Israël à poursuivre sa basse besogne.

Nous exigeons :

- Un cessez-le feu immédiat !
- L'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population !
- La levée immédiate du blocus !
- La libération de tous les otages et de tous les prisonniers politiques palestiniens
- La protection du peuple palestinien à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est !
- L'égalité des droits pour les peuples palestinien et israélien !
- L'intervention ferme de la France pour le respect de tous les droits du peuple palestinien et son droit à l'autodétermination !

Une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens ne sera possible qu'avec l'arrêt de la colonisation et la fin de l'occupation israélienne dans le cadre de la reconnaissance des droits fondamentaux du peuple palestinien : autodétermination et création d'un état indépendant et souverain.

Enfin, les libertés d'expression et de manifestation, libertés démocratiques fondamentales, doivent être respectées.

**Le Collectif Palestine 79 appelle à un rassemblement pacifique,
Place Raoul Auzanneau (quartier du Clou Bouchet) à Niort
le samedi 18 novembre, à 15h00.**

Premiers signataires :

ADIRP 79, AFPS 79, Amnesty International France Niort, Antifa 79, ARDDI, BNM, CGT 79, CNL 79, CSF 79, EcoAvenir 79, EELV 79, Ensemble ! 79, FSU 79, Génération.s 79, La Cimade, LDH 79, LFI 79, Libre Pensée 79, NPA 79, PCF 79, POI 79, Solidaires 79, Solidaires Par Nature, ...